

Représentativité des femmes à la vie politique et publique : Défis, enjeux et perspective

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 15 MARS 2024

1541

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



AEEM

Dissolution et fin de la grande dérive ?



USA : Participation du Ministre de la Promotion de la Femme à la CSW68



Lutte contre le terrorisme au Mali : Sanctions financières contre six chefs du JNIM et de la rébellion touarègue

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

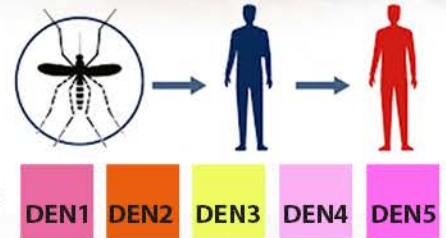


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



P.14



P.26



P.38



/ Une /

AEEM :
Dissolution et fin de la grande dérive ?

P.4

/ Breves /

Coupe-couture et coiffure-esthétique : Les femmes militaires et paramilitaires de Bamako et de Kati formées **P.14**
 Pèlerinage à la Mecque 2024 : Le coût varie entre 4 166 425 FCFA et 4 675 000 FCFA **P.15**
 Lutte contre le terrorisme au Mali : Sanctions financières contre six chefs du JNIM et de la rébellion touarègue **P.16**
 Paix, réconciliation au Mali : Ousmane Chérif Madani Haïdara, éventuel...trait d'union ? **P.17**
 Lettre à grand-père : Mars, canicule et ramadan ! **P.18**

/ Actualité /

USA : Participation du Ministre de la Promotion de la Femme à la CSW68 **P.20**
 Représentativité des femmes à la vie politique et publique : Défis, enjeux et perspectives **P.23**

/ Politique /

Utilisation des symboles de l'État : Le Gouvernement du Mali consacre une semaine pour leur compréhension **P.26**
 Célébration du 8 mars 2024, Aïché Baba Kéïta à cœur ouvert : « Nous sommes frères du parcours jusque-là élogieux de cette transition dans lequel nous prenons, sans complexe, toute notre part... » **P.28**
 Dissolution de l'AEEM : Des réactions suite à la décision du gouvernement de transition **P.33**

/ Culture & Société /

RAMADAN :
Les tenues sexy au placard **P.37**

/ International /

Construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité : La Chine et les pays africains restent côte à côte **P.38**
 Russie : Poutine annonce le déploiement de troupes près des frontières de la Finlande et de la Suède suite à leur adhésion à l'OTAN **P.42**
 Dissolution du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) au Tchad : Le gouvernement prend une décision controversée après l'assassinat de Yaya Dillo **P.43**

/ Sport /

Symposium national sur le football malien :
Recommandations pour le développement du football malien **P.44**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations

(AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



AEEM | Dissolution et fin de la grande dérive ?

Après la dissolution dans les années 80 de l'Union Nationale des Élèves et Étudiants du Mali (UNEEM) et l'assassinat de son leader charismatique Abdoul Karim Camara dit Cabral, l'AEEM était attendue comme une espérance, un maillon manquant de la chaîne pour contrer la répression du parti unique.

Ainsi est née ce syndicat estudiantin dans le sillon du CNID-Association et de l'ADEMA- Association en 1990 c'est à dire juste avant les grandes mani-

festations qui ont fini par emporter le parti unique, l'UDPM et son chef sanguinaire, le Général d'armée Moussa Traoré.

Le rôle joué par L'AEEM dans le renversement de la dictature a été important notamment à partir de qu'il est convenu d'appeler le « Vendredi noir » 22 mars 1991. Ce jour-là, de nombreux élèves et étudiants ont donné leurs vies ou ont été grièvement blessés pour que la démocratie soit. C'est auréolé de cette " reconnaissance "

que l'AEEM a été cooptée au sein de l'organe suprême de la première Transition, le Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP). Cette présence dans les institutions à fait verser beaucoup d'encre et de salive entre ses partisans et adversaires.

Est-ce à partir de là que les « dérives » de l'AEEM ont commencé ?

En tout cas l'AEEM est sorti souvent du champ traditionnel d'un syndicat d'élèves et d'étudiants.



Ainsi elle n'hésitait pas à se substituer à l'administration scolaire en intervenant dans les attributions de bourses ou encore de chambres aux étudiants contre parfois des espèces sonnantes et trébuchantes. Elle s'était d'ailleurs adjugée le monopole de la gestion des parkings qui lui rapportait des dizaines de millions annuels.

Ne voulant s'arrêter en si bon chemin, l'AEEM jugeait même de la pertinence des sujets et épreuves et le cas échéant les rejetait. Ou encore des dates des compositions et autres évaluations.

Les moyens d'action privilégiés étaient les grèves multiformes (per-

lées, générales, illimitées..) qui débouchaient sur des années blanches, étendues ou raccourcies. Le niveau des études, bien évidemment s'en ressentit. Il a baissé de façon inquiétante.

Toutes ces dérives se sont accompagnées de violences non seulement dans l'espace scolaire et universitaire mais aussi dans les rues des grandes villes avec son lot de vandalisme. Mais il est vrai que ces « casses techniques » ne se faisaient plus depuis quelques années.

Entre-temps, les campus universitaires sont devenus des repaires de bandits avec toutes sortes d'armes à feu.

Ou était l'Etat au regard de ces dérives ? Il était aux abonnés absents, impuissant, dénonçant des mains invisibles qui manipulaient les étudiants.

Ces dérives mises bout à bout, ont rendu l'AEEM vulnérable car sans soutien. La majorité des étudiants s'en sont éloignés, les associations de parents d'élèves se sont montrées excédées et l'opinion très critique.

Et ce qui devait advenir advint : le gouvernement de Transition, lors du Conseil de ministres du mercredi 13 courant a dissout l'AEEM pendant d'ailleurs que ses principaux dirigeants étaient en prison. Sans susciter la moindre réaction.

En encadré : Extrait du communiqué du Conseils de ministres du 13 mars 2024 sur la dissolution de l'AEEM.

Extrait du communiqué du Conseil des ministres du 13 mars 2024
sur la dissolution de l'AEEM



AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

1. Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a informé le Conseil des Ministres:

a. de la dissolution de l'associa-

tion dénommée « Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM) ».

La dissolution des associations par le Conseil des Ministres est prévue et réglée par les dispositions

de la Loi n°04-038 du 5 août

2004 relative aux associations.

L'Association des Elèves et Etudiants du Mali « AEEM » est une association de droit malien créée

suivant le récépissé de déclaration d'association n°10281/MAT-DNAT du 20 avril 1991.

Depuis plusieurs années, force est de constater que l'AEEM ne défend plus les nobles causes des

élèves et étudiants conformément à ses objectifs. Elle a été plusieurs fois accusée d'être responsable

de violences et affrontements dans le milieu scolaire et universitaire, caractérisés par de nombreux

accrochages à main armée entre les différents clans de ladite association.

Le dernier affrontement remonte à la date du 28 février 2024, ayant causé la mort d'un jeune étudiant

de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et plusieurs blessés graves. Ces agissements,

d'une extrême gravité, sont survenus dans la perspective du renouvellement des instances du bureau

de coordination de l'Association des Elèves et Etudiants du Mali

et ont provoqué la suspension immédiate de ses activités dans l'espace universitaire jusqu'à nouvel ordre.

Des pratiques similaires ont eu lieu en décembre 2017 entre des factions rivales du comité AEEM de la

Faculté des Sciences et des Techniques et provoqué un mort. En octobre 2018, des affrontements à coup

d'armes à feu et de machettes, opposant des clans rivaux du comité AEEM de la Faculté de droit privé,

ont fait neuf (9) blessés dont deux (2) graves.

A chacun de ces événements malheureux, les forces de sécurité ont fait des descentes inopinées au

niveau du siège de l'association, qui se sont soldées par des arrestations de certains membres ayant

en leur possession des armes létales, des stupéfiants et de

grosses sommes d'argent non justifiées.

Les agissements en cause sont des troubles au sein de l'espace scolaire et universitaire et

provoquent des perturbations des cours, des assassinats, des meurtres et des destructions de biens

publics et privés par des manifestations violentes de rue et des ports illégaux d'armes.

Au regard de ces constats, l'Association des Elèves et Etudiants du Mali « AEEM » est dissoute.

Cette dissolution contribue à la réalisation de l'une des recommandations des Assises Nationales de

la Refondation : « Pacifier l'espace scolaire et universitaire pour en faire un lieu d'acquisition de

savoirs et de connaissances et non de vandalisme et d'agressions permanentes ».

■ Moctar Sow



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3^{EME}
EDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

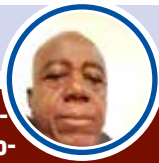
l o a d i n g . . .

Mimi La Bomba Africana



La fois passée le plat commençait a partir de 25.000f, 250.000f, 500.000f jusqu'à une brique sisan ko à 12.500f vraiment djamana be paitin paitin païiii ka sougou dia

Adama Sogodogo



La dissolution systématique des organisations ne peut être la solution à la résolution des problématiques posées par elles.

Abba Maiga II



Ko Camarades: je vous donne 48h ahh propriétaire du temps!

Ras Dial Ras Dial



Les Maliens aiment majoritairement la dissolution de l'AEEM.

Dramane Siaka Coulibaly



De la glace à 500, 700 jusqu'à 1000F cfa. C'est de la pure criminalité. Ayons le sens du partage.

Nouhoum Koné



350 millions de FCFA en liquide ou 50.000 FCFA quotidiennement jusqu'à votre mOrt?

RASKEBE YERE YERE



#Mali, la Glace dans sachet qui était vendue à 50 F est cédée depuis le début du Ramadan à 500f dans plusieurs quartiers à Bamako.

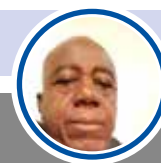


Nana Samake



Brève apparition du courant ici en 7 mins après 12h d coupure J'espère juste q c'est une blague

Adama Sogodogo



20/12/23 : OBSERVATOIRE
06/03/24 : CMAS
13/03/24 : AEEM
SADI en attente. Demain ?

■ Gisèle NoorSaïd Flanda



Il y a le gardien de notre voisin, un dogon, il est super gentil mais il fait des choses bizarres. C'est vrai qu'EDM nous a tous traumatisé mais il se baladait avec torche pendant qu'il y avait courant quand mêm

■ Leila La Sahelienne



Coupure d'électricité celui qui ne peut pas supporter quitte le Mali 1point c'est tout.

■ Herve Ndepo



Pour ma part, le succès n'est pas le nombre de maisons, de voitures ou de milliards en compte, mais c'est d'avoir un bon cœur et pure

■ Sekou Kassé



Les pensées du Grand KASSÉ :
On ne méprise pas le peuple ! On l'écoute.

■ Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille



Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr COULIBALY Mariam MAIGA a en marge de la 68ème session annuelle de la Commission de la Condition de la femmes (CSW68) eu une séance de travail avec son homologue du Qatar en charge du Développement Social et de la Famille, Mariam Bint Ali Bin Nasser Al Misnaden.

Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr COULIBALY Mariam MAIGA et son homologue Qatari ont saisi cette occasion pour passer en revue quelques domaines d'intérêt réciproque de la coopération bilatérale, notamment les secteurs de l'autonomisation des femmes, la scolarisation et la protection des enfants dans les zones de conflits et en situation de vulnérabilité sans oublier le renforcement de la capacité des femmes, des enfants et des familles.

A cet égard, elles ont insisté sur la nécessité de renforcer le partenariat entre les deux pays, dans une dynamique de respect mutuel, de confiance et d'intérêts partagés, au profit des populations respectives.

Il faut signaler que Dr COULIBALY Mariam MAIGA a profité de cette séance de travail pour remettre des exemplaires de la Feuille de route sur "Genre, Élections et Réformes" et du magazine d'information générale du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la Famille à son hôte du jour.



■ Malick Konate



Je me souviens de ce jour où je me suis réveillé à 4h du matin pour me rendre à la faculté afin d'obtenir le rang pour pouvoir toucher ma bourse de scolarité. En arrivant, une vingtaine de personnes étaient déjà devant moi et je pensais récupérer mon argent avant midi. Nous avons commencé à faire la queue à 6h du matin et cela a duré jusqu'à 15h sans succès, car j'ai refusé de payer 25 000 FCFA aux membres de l'AEEM. Imaginez ma souffrance : pas de petit-déjeuner, ni de déjeuner, ni d'eau à boire car je n'avais rien sur moi, comptant fortement sur ma bourse.

Les agents de l'AEEM laissaient passer ceux qui payaient les 25 000 FCFA devant nous et nous répétaient sans cesse que c'était à eux de décider. Si nous n'étions pas d'accord, nous pouvions rentrer ou suivre la file d'attente. Lorsque mon tour est enfin arrivé au guichet, la dame en charge m'a informé qu'elle avait épuisé les fonds. Incrédule, elle m'a montré la caisse contenant seulement un billet de 1000 FCFA et quelques jetons. Après avoir expliqué ma situation, elle m'a donné les 1000 FCFA pour rentrer chez moi et m'a promis de m'assister en premier le lendemain matin avant de traiter les autres demandes. Elle m'a conseillé de la rejoindre dans son bureau à 7h30 le lendemain. Le lendemain, lorsque je suis retourné dans son bureau, elle m'a remis mon argent. En rentrant, certains membres de l'AEEM m'ont averti que si je ne payais pas ce jour-là, je rentrerais sans ma bourse aussi. J'ai seulement souri et continué mon chemin.

Je pourrais raconter plusieurs histoires similaires impliquant l'AEEM. C'est pourquoi j'approuve la décision de dissolution du gouvernement et je la soutiens pleinement. J'espère voir émerger une nouvelle association qui s'engagera réellement à soutenir les élèves et étudiants, plutôt que de les exploiter.

#Bèki_Takè



■ SahelLeaks



@SahelLeaks

#Mali: Lors d'une attaque dans la région de Gao, des combattants de l'État islamique ont tué le commandant de #JNIM de Ntilit Ilias Amadou Moussa, et dix de ses combattants. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par leurs rivaux de l'EI_Sahel à Ntilit.

■ Moussa AG Acharatoumane



@Mossa_ag

#Menaka : voici les conséquences de la « guerre économique » de #Daesh dans la région mais aussi sur l'axe entre #Ansongo et #Tillabéri. Nous demandons aux autorités d'augmenter les fréquences des convois de ravitaillement de cette ville pour empêcher cette guerre économique des forces du mal . Reportage de notre frère Mohamed Ag Issafeytane Kiss de la Radio Rurale de Menaka

■ Housseynes Ag Issa



@HousseynesAg

#Sahel Après que le colonel Houssein Gholam a rejoint le #JNIM , le Cadre stratégique permanent, #CSP a procédé à des ajustements dans son Etat-major, il a nommé l'ancien colonel de l'armée malienne, Kamo Ag Minini, au poste de commandant de zone de la région de #Tombouctou, succédant à Ghoulam. Et Mohamed Ag Najim, le premier adjoint chargé de la défense et de la sécurité, a la présidence du CSP, et d'autres chefs ont été choisis pour diriger les zones militaires de #Kidal, #Gao, #Meneka et #Taoudeni.

■ aBamako



@aBamako

Le ministre togolais Robert Dussey sur Assimi : " Le Mali a la chance d'avoir un digne fils de l'Afrique qui est en train de changer le destin du vaillant peuple malien "

■ Wassim Nasr



@SimNasr

#Syrie #Idleb Abou Mohamad al-Joulani rencontre des commandants de la branche militaire d'HTS à l'occasion du Ramadan. Cette branche a subi le plus grand nombre d'arrestations puis libérations dans ses rangs depuis l'été 2023

■ Aminata TOURE



@aminatatourek

La route a à nouveau coûté la vie à 7 de nos compatriotes suite à l'accident qui a eu lieu à Massa Massa entre les communes de Bembou et Khossanto, dans la région de #Kédougou. Le prochain régime devra faire de la sécurité routière une priorité importante. Je présente mes condoléances aux familles éplorées.

■ Larmes des pauvres



@Ocisse691

#Mali #Kangaba Ce jeudi 13 mars 2024 à #Balan_Massala dans la sous-préfecture de #Narena, poste de la gendarmerie a été attaquée vers 17H sans faire de victime. Les assaillants ont incendiés des motos et saccagés le local avant de se retirer.

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

Coupe-couture et coiffure-esthétique Les femmes militaires et paramilitaires de Bamako et de Kati formées

La cérémonie de clôture de la session de formation des femmes militaires et paramilitaires de Bamako et de Kati en coupe-couture et coiffure-esthétique s'est tenue le mardi 12 mars 2024, dans la cour de la Direction du Service Social des Armées (DSSA). Cet événement a été marqué par la présence du Colonel-major Bréhima SAMAKE, Directeur de la DSSA, de Mme MAIGA Mariatou DIAKITE, promotrice du Groupe Evidence Couture, ainsi que de la présidente de l'Association des Femmes des Camps et des femmes bénéficiaires de la formation.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'actions 2024 de la DSSA et a été rendue possible grâce à la collaboration entre la DSSA et le centre Evidence Couture. Au total, 345 femmes des camps de Bamako et de Kati ont pu bénéficier de cette formation, visant à améliorer leurs conditions de vie et à leur offrir de nouvelles opportunités professionnelles.

Grâce à cette formation, les femmes participantes ont

acquis de nouvelles compétences en coiffure-esthétique et en coupe-couture, qui leur permettront de développer des activités génératrices de revenus pour soutenir leurs familles. Mme MAIGA Mariatou DIAKITE a exprimé sa fierté devant l'engagement et le désir d'apprendre des participantes, soulignant leur capacité et leur savoir-faire acquis en un mois de formation.

Le Colonel-major Bréhima SAMAKE a souligné l'importance du partenariat entre la DSSA et le Groupe Evidence Couture, saluant l'engagement philanthropique et patriotique de Mme MAIGA envers cette couche vulnérable de la société. Il a également exprimé sa gratitude au nom des autorités militaires pour son accompagnement et son altruisme.

Le Directeur de la DSSA a encouragé les bénéficiaires à faire preuve de courage, d'assiduité, d'abnégation et de bonne volonté pour mettre en pratique les connaissances acquises et poursuivre sur la voie du succès. Cette initiative témoigne de l'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes au sein des forces armées et paramilitaires, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour un avenir meilleur.

Fatou Sissoko



**Pèlerinage à la Mecque 2024 :
Le coût varie entre 4 166 425 FCFA
et 4 675 000 FCFA**

Dans un communiqué rendu public, le 11 mars 2024, le Directeur Général de la Maison du Hadj a informé la communauté musulmane du Mali que le coût du hadj aux Lieux Saints de l'islam pour la campagne 2024, n'a pas subi de changement et est fixé comme suit : Filière gouvernementale : 4 166 425 FCFA. Filière privée : 4 675 000 FCFA. À cet effet, les formalités et la formation

continue des pèlerins et pèlerines se font au Guichet unique de la Maison du Hadj jusqu'au 24 mars 2024, date de clôture des paiements. Le Directeur Général de la Maison du Hadj rappelle à tous les candidats au pèlerinage que le visa de visite ou visa Ziyara ne donne aucune autorisation pour effectuer le hadj. C'est une illégalité dénoncée par les Autorités saoudiennes qui comptent sévir en conséquence. Les contrevenants et leurs complices seront seuls responsables de leurs actes. Le Directeur Général de la Maison du Hadj exhorte la communauté musulmane à effectuer les formalités avec célérité pour permettre de leur assurer une formation de très bonne qualité aux rites du hadj.

Source : Le Républicain



Lutte contre le terrorisme au Mali : Sanctions financières contre six chefs du JNIM et de la rébellion touarègue

Le gouvernement malien a pris des mesures radicales en gelant les biens et ressources économiques de six chefs du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de la rébellion touarègue, pour une durée initiale de six mois renouvelables. Parmi les personnalités visées par ces sanctions financières figurent Iyad Ag Ghaly, à la tête du GSIM, et Amadou Kouffa, chef de la Katiba Macina, tous deux membres de cette alliance terroriste.

En plus de ces deux figures emblématiques, quatre autres hommes sont également concernés par ces mesures restrictives : Alghabass Ag Intalla, Bilal Ag Acherif, Fahad Ag Almahmoud et Achafagui Ag Bouhada, des chefs de la rébellion touarègue qui ont repris les armes contre l'État malien en 2023. Ces individus sont accusés d'actes de terrorisme, de financement du terrorisme, d'atteinte à l'intégrité du territoire ou d'association de malfaiteurs.

Il est important de noter que ces six hommes étaient déjà sous le coup d'une enquête judiciaire depuis le 28 novembre dernier pour les mêmes motifs. Le Mali, confronté depuis 2012 aux actions des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique, ainsi qu'aux violences des groupes d'autodéfense et au banditisme, a décidé de renforcer sa lutte contre le terrorisme en prenant ces sanctions financières.

La crise sécuritaire que traverse le Mali s'ajoute à une crise humanitaire et politique profonde, le pays étant dirigé par des colonels suite à des coups d'État successifs en 2020 et 2021. Malgré la signature d'un accord de paix en 2025 avec la rébellion touarègue, les hostilités ont repris dans le nord du pays l'année dernière, contribuant à une instabilité persistante.

Ces sanctions financières visent donc à affaiblir les capacités opérationnelles des groupes terroristes et de leurs alliés, dans le but de renforcer la sécurité et la stabilité du Mali. Les implications concrètes de ces mesures restent à clarifier, mais témoignent de la détermination des autorités maliennes à lutter efficacement contre le terrorisme et à protéger la population civile.

Arouna Sidibé



Paix, réconciliation au Mali: Ousmane Chérif Madani Haïdara, éventuel...trait d'union?

Jamais le besoin de rassembler les Maliens n'a été aussi nécessaire. Mais qui pour réussir ce challenge? Reputé pour son sens du vivre ensemble, du pardon et de la cohésion sociale, le Guide des Ançars, Chérif Ousmane Madani Haïdara, présente sans doute le meilleur profil pour rassembler ses concitoyens.

C'est une lapalissade que de dire que la crise de 2012 a sérieusement affecté la paix au Mali. Mais puisqu'il faut la paix, à tout prix, qui pourrait avoir la confiance de ses concitoyens pour les convaincre sur la voie du vivre ensemble et de la concorde ?

Ousmane Chérif Madani Haïdara n'a pas attendu d'être Président du Haut conseil islamique, pour se distinguer par son attachement à la tolérance, à l'indulgence, à la paix entre les Maliens partout sur le territoire.

Sa solide réputation sur ce plan, dépasse même largement les frontières maliennes et africaines. La preuve. Son récent séjour aux États-Unis, où il est resté 4 longs mois, a-t-il eu un impact positif au pays de l'oncle Sam

où il a prôné la paix et la coexistence pacifique à l'occasion de maintes rencontres?

On le saurait certainement un de ces jours. Ce qui est sûr, c'est que le dialogue dans lequel il excelle est devenu plus que jamais essentiel entre les convictions, les confessions et les religions, afin que les citoyens du monde communiquent, se comprennent, se tolèrent.

Il en a fait une doctrine au sein de sa famille biologique et dans celle plus grande des Ançars. Pas plus tard que la semaine écoulée, son fils, Aliou Badra Haïdara, lançait au Palais de la culture, son mouvement dénommé «An ka Ben Maaya la» (entendons-nous dans l'humanisme).

Ce grand meeting a été un des plus fédérateurs au Mali. En effet, il regroupé toutes les sensibilités nationales: leaders religieux, politiques, coutumiers, chasseurs traditionnels, communautés peulh, dogons....

Bref le Mali dans sa diversité était visible ce jour-là au Palais de la culture avec comme seul leitmotiv le vivre ensemble au-delà de nos fois et de nos clivages sociologiques, politiques et religieux. Comme quoi le fils dans le sillage de son père est aujourd'hui devenu un rassembleur urbi et orbi.

Par Ousmane Tangara
Source : Le Challenger



Lettre à grand-père : Mars, canicule et ramadan !

Cher grand-père, nous voilà de nouveau dans le fameux mois de mars du 22 et 26. Il fait chaud ! Dougou bé kack ! Mais il y a courant ! Oui on a l'électricité 25/24 ! Le pays avance à grand coup de galop vers le grand développement. Tout va bien ! Tout présage les grands chantiers de développement ! On a courant, on a eau et tout va bien !

Maintenant on rentre dans mars avec sa grande chaleur. On sait qu'il n'y a pas de menace plus dangereuse contre les institutions maliennes que la colère du Malien. Pis, aujourd'hui, ce n'est plus une question d'institutions mais d'organes de gestion d'une transition. Aussi faible que fragile ! Surtout qui ne peut que compter sur ses propres forces.

Oui grand-père, il fait chaud ! Il n'y pas d'électricité, pardon, d'eau j'allais dire et on sait que mars c'est mars et que jamais 4 sans 5. Pis, lorsqu'on sait qu'au fond, le Malien applaudira toute personne qui détiendra le pouvoir et ne s'indignera point ni du départ ni de l'arrivée de quelqu'un au pouvoir encore moins de la manière. Triste !

Triste cher grand-père ! Pour tous ceux qui savent qu'on a applaudi ici Modibo, Moussa, Alpha Oumar, ATT, Amadou Haya, IBK et aussi Assimi comme libérateurs, tous ! Les

mêmes personnes aux présidents différents. Vive X aujourd'hui, n'empêche pas de dire vive Y au Mali. Oui Mali ! Ce pays où des démocrates soutiennent un putsch et se flattent d'avoir fait chuter un président de la République élu.

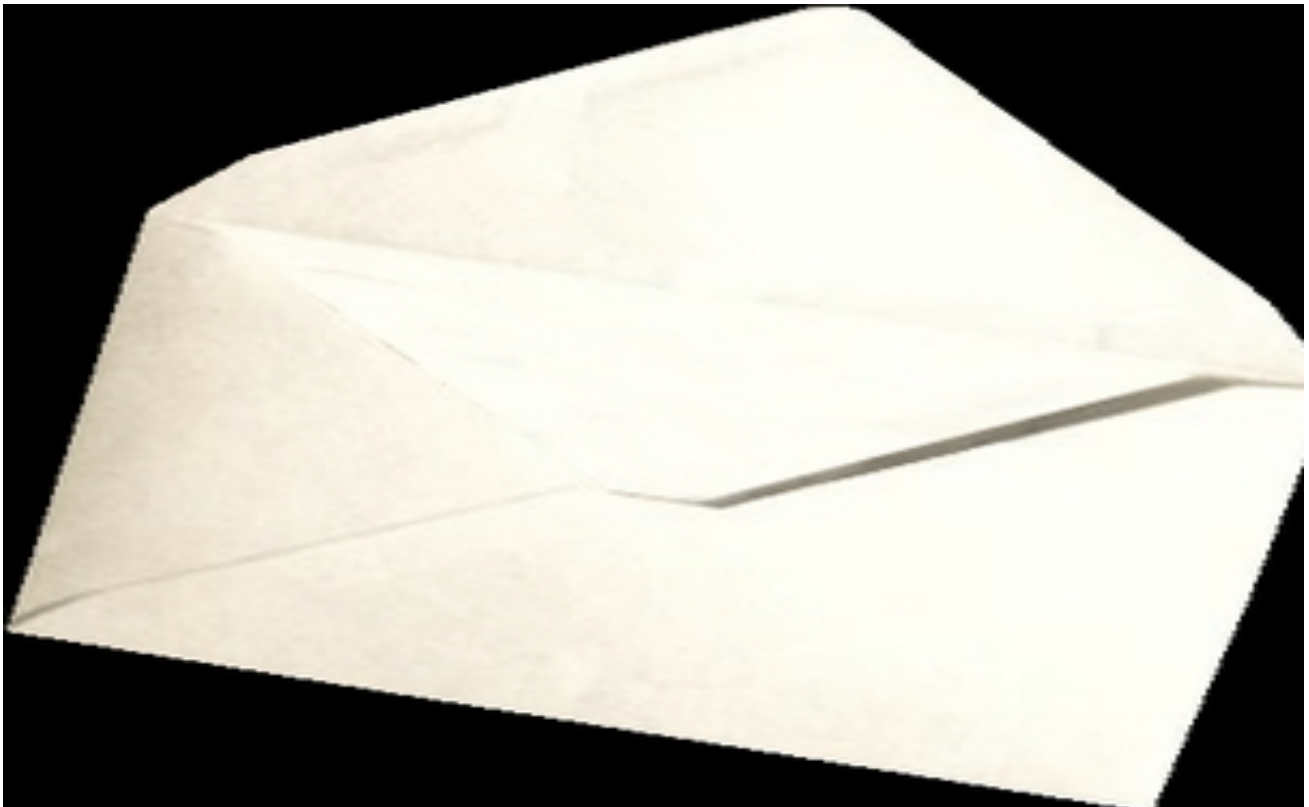
Triste de voir qu'au Mali aujourd'hui il faut tous les moyens pour se maintenir et qu'avec tous les moyens on peut aussi accéder au pouvoir et que personne ne s'indigne. Intellectuels et ignorants disent la même chose mais dans des langages différents. Triste cher grand-père, que ça ne soit pas des principes qui font un Etat mais la force.

Triste que la sécurité du pouvoir ne dépend que du pouvoir lui-même et non de l'éveil et la culture politique d'un peuple. Un peuple démocratique en dernière sentinelle et gardien du temple de la démocratie et de l'Etat de droit. Oui un peuple qui sait ce qu'il veut et non manipulable ! Un peuple qui sait d'où l'on vient et on va.

Cher grand-père, prions que mars nous épargne et qu'aller à des élections crédibles et transparentes soient une inspiration nationale. Et que cela soit décidé dans un consensus inégalé. Qu'après mars 91, mars 2012 et août 2020, que des élections nous inspirent et que passer le pouvoir soit une ambition désormais nourrie et entretenue. Dites "Amine" ! Et à mardi prochain, inch Allah !

Lettre de Koureichy

Source : Mali Tribune





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI : Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

USA :

Participation du Ministre de la Promotion de la Femme à la CSW68



Le Dr COULIBALY Mariam Maïga, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, conduit une délégation importante à New York pour participer à la 68ème session annuelle de la Commission de la condition de la femme (CSW68). Cette réunion, débutée ce lundi au siège de l'ONU, est présidée par le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

La CSW68, considérée comme le plus grand rassemblement annuel

de l'ONU dédié à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, se concentre sur le thème prioritaire "Accélérer la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles en s'attaquant à la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes".

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général des Nations Unies

a souligné l'importance cruciale de l'égalité des sexes à l'heure actuelle. Il a mis en lumière le fait que 10,3 % des femmes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté, étant plus défavorisées que les hommes. Il a souligné que les progrès vers l'éradication de la pauvreté doivent être 26 fois plus rapides pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030.

Pour accélérer les progrès, des investissements sont nécessaires.



Selon des données provenant de 48 économies en développement, il faudrait 360 milliards de dollars supplémentaires chaque année pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, en particulier dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

Les solutions pour mettre fin à la pauvreté des femmes sont bien connues : investir dans des politiques et des programmes visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, renforcer le leadership des femmes et leur capacité d'action. Ces investissements pourraient avoir des retombées significatives, permettant à plus de 100 millions de femmes et de filles de sortir de la pauvreté en favorisant l'accès à l'éducation, aux services de planification familiale et à des rémunérations équitables, ainsi qu'en élargissant les avantages sociaux. En outre, près de 300 millions d'emplois pourraient être créés d'ici 2035 grâce à des investissements

dans les services de soins. La réduction des disparités entre les sexes sur le marché du travail pourrait augmenter de 20 % le produit intérieur brut par habitant dans toutes les régions du monde.

Cette session de la CSW68 met ainsi en lumière l'importance cruciale de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable à l'échelle mondiale.

Lors de la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme (CSW68), un événement international rassemblant des gouvernements, des organisations de la société civile, des experts et des militants du monde entier, l'objectif est de convenir de mesures et d'investissements visant à mettre fin à la pauvreté des femmes et à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali, Dr COULIBALY Mariam MAIGA, a souligné l'engagement du Mali à participer de manière effective et efficiente aux travaux de la CSW68, en mettant en avant les intérêts des femmes maliennes. Elle a prévu plusieurs activités pendant son séjour, notamment des rencontres bilatérales avec ses homologues et l'organisation de panels de haut niveau sur des thèmes tels que l'autonomisation des femmes en contexte de conflit et l'expérience des centres d'accueil uniques dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

En marge de la cérémonie d'ouverture de la CSW68, le Ministre COULIBALY Mariam MAIGA a rencontré son homologue marocain, Aawatif Hayar, Ministre de la Solidarité, de l'Intégration sociale et de la Famille du Maroc. Au cours de cette rencontre, les deux ministres ont exprimé leur gratitude mutuelle pour le soutien apporté par les deux pays dans les efforts de pro-



motion et de protection des femmes et des enfants.

Ils ont souligné la convergence de vue entre les autorités des deux pays sur des questions politiques importantes et ont promis de renforcer la coopération dans le do-

main de la promotion et de la protection des femmes et des enfants. Les axes de coopération bilatérale ont été passés en revue, avec un accent particulier sur les questions familiales.

Les délégations des deux pays ont

réaffirmé leur volonté de renforcer leurs relations d'amitié et de coopération dans le respect des ambitions des plus hautes autorités des deux pays, dans le but de parvenir à des relations mutuellement bénéfiques.

■ **Arouna Sidibé**

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Représentativité des femmes à la vie politique et publique : Défis, enjeux et perspectives



Le Mali a célébré la Journée internationale des Femmes le vendredi 8 mars 2024, sous le thème national "Représentativité des femmes à la vie politique et publique : Défis, enjeux et perspectives". Cette année, les femmes ont décidé de marquer cette journée de manière particulière, en se réunissant au Palais de la Culture en présence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, du Premier ministre Choguel Kokalla MAIGA, du Président du CNT Colonel Malik N'DIAW, des membres du Gouvernement, des représentants d'institutions, du corps diplomatique et des

organisations de la société civile.

Deux thèmes majeurs ont été abordés lors de cette célébration : "Investir en faveur des femmes: Accélérer le rythme" au niveau international et "Représentativité des Femmes à la vie politique et publique: Défis, enjeux et perspectives" au niveau national. Les femmes ont mené un plaidoyer en présence du Président de la Transition, marquant ainsi cette journée d'une manière différente de la traditionnelle parade sur le boulevard de l'indépendance.

Cette journée a également été l'occasion de mettre en valeur le

savoir-faire des femmes dans la transformation des produits locaux à travers une exposition. Des personnalités telles que la maire du commune V du district de Bamako, Amadou OUATARA, et le représentant résident par intérim du Système des Nations-Unies au Mali, Éric Perdison, ont salué les efforts des autorités maliennes dans la promotion des droits des femmes.

La représentante des Organisations de la société civile des femmes, Mme Kouyaté Goundo Sissoko, a souligné l'importance de cette commémoration pour accroître la participation



des femmes dans la vie publique et politique du pays. Elle a mis en avant le rôle essentiel des femmes dans la cohésion sociale. De son côté, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr COULIBALY Mariam MAIGA, a évoqué les avancées réalisées dans la promotion des droits des femmes au Mali, telles que la mise en œuvre de la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 et la participation des femmes aux Assises Nationales de la Refondation. La mise en œuvre du Plan d'action national de la résolution 1325 et des différents projets et programmes visant à l'autonomisation des femmes ainsi que l'octroi de matériels et équipements aux femmes sont des démarches essentielles pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans la vie publique et politique.

Il est louable que le gouvernement malien, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, sous la direction

de Dr COULIBALY Mariam MAIGA, mette en place un encadrement juridique et politique pour garantir les droits des femmes.

Les Défis Persistants pour l'Égalité des Sexes au Mali

Cependant, malgré les avancées réalisées, certains défis persistent. Parmi ceux-ci, on peut citer la non-intégration systématique de la perspective de genre dans les politiques publiques et les budgets de l'État, ainsi que la difficulté à suivre les financements alloués à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Les statistiques mettent en lumière la faible représentation des femmes dans des postes de responsabilité au Mali : seulement 5% des Gouverneurs de Régions, 14,8% des Ambassadeurs, 16% des Directeurs des services centraux, 22,4% des membres des cabinets ministériels et 29% des membres du CNT. Ces chiffres soulignent la nécessité de

redoubler d'efforts pour parvenir à une réelle égalité des sexes.

La déclaration du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, insistant sur l'importance de célébrer le 8 Mars comme une occasion d'évaluer les progrès réalisés dans la promotion des droits des femmes, met en lumière l'engagement en faveur de l'inclusion des femmes dans le processus de refondation en cours au Mali. Le rôle majeur des femmes dans la refondation du pays est reconnu, d'où la nécessité de leur accorder des postes stratégiques au sein du gouvernement, du CNT et d'autres institutions.

La promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes demeurent des enjeux cruciaux pour le Mali. Il est impératif de poursuivre les efforts pour surmonter les défis persistants et garantir la pleine participation des femmes à la vie publique et politique.

■ Fatou Sissoko



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Utilisation des symboles de l'État: Le Gouvernement du Mali consacre une semaine pour leur compréhension

Le Gouvernement du Mali, à travers le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, consacre une semaine entière afin que les Maliens soient informés sur l'essentiel de l'utilisation des symboles représentant la République du Mali, notamment le drapeau, l'hymne national, la devise, le Sceau et les Armoiries de l'État. Cette semaine nationale était placée sous la haute présidence du Premier Ministre, Dr. Choguel Kokalla Maïga, en présence de plusieurs membres du gouvernement et d'autres invités.



A travers cette semaine, il s'agit d'informer, éduquer et sensibiliser le citoyen malien partout où qu'il soit sur le sens, la portée, l'appropriation des symboles de l'État et leur inviolabilité. Elle sera sans doute une proposition de solutions aux manquements constatés dans l'utilisation des cinq symboles de l'État. C'est une initiative du Président de la Transition, Col. Assimi Goïta et concrétisée par

le Ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué. Selon ce dernier, apprendre, connaître et honorer les symboles de l'État est un devoir, d'où l'organisation au Mémorial Modibo Keita de ladite semaine, du 11 au 17 mars. Cette Semaine nationale est dédiée à l'utilisation et l'harmonisation des symboles de l'État sur toute l'étendue du territoire.

« Supports par excellence de

l'identité collective, les symboles de l'État confèrent à un peuple des signes d'appartenance à un ensemble commun», a expliqué le président du comité d'organisation de cette Semaine et Directeur national des affaires judiciaires et du sceau.

Pour Mohamed Maouloud Nadjim, ces symboles sont sacrés et jouissent d'une protection intégrale

tant des pouvoirs publics que du citoyen parce qu'ils permettent à un pays de marquer sa présence, son existence et l'affirmation de son indépendance et de sa souveraineté. Longtemps déploré, a-t-il expliqué, le traitement affligeant des symboles de l'État a retenu l'attention des autorités, d'où l'organisation de cette Semaine.

Selon le président du comité d'organisation, le drapeau national est à respecter, à protéger et à magnifier en toute circonstance. La conception nationale illustre la vision nationale par la force de son contenu et de son sens. Quant à l'hymne national, dira-t-il, il est un vrai cri de ralliement à l'unité africaine. « Le sceau est une marque d'authenticité, d'exclusivité, source de pouvoir et les armoiries sont le signe de reconnaissance de soi, de son passé, de ses valeurs, de ses

particularités », a-t-il souligné.

Dans son intervention, le Premier ministre a souligné que l'intérêt pratique et la portée historique de cette Semaine d'imprégnation, d'approbation, de rectification, de sensibilisation, de communication à l'attention des citoyens de notre pays en ce qui concerne l'utilisation et le respect dû aux symboles de l'État, n'est plus à démontrer. Selon Dr. Choguel Kokalla Maïga, cette activité d'envergure nationale a pour objectif de parvenir à une utilisation harmonisée par l'ensemble des responsables des agents de l'État et de ses démembrements.

Par ailleurs, il a indiqué que cette Semaine ambitionne de répondre aux préoccupations actuelles liées notamment à la méconnaissance des symboles de l'État, souvent par les agents de

l'État et ses démembrements à leurs confections illégales par des personnes non habilitées mais aussi à leur utilisation illégale ou souvent frauduleuse. En effet, il a soutenu qu'il est inadmissible que les symboles fondamentaux puissent être utilisés différemment par les agents de l'État qui sont les dépositaires de l'autorité publique laissant très souvent des citoyens perplexes face au constat d'incongruité, de confusion et de cacophonie.

Rappelons que cette conférence inaugurale organisée à cet effet sur le thème : « Symboles de l'État, source d'inspiration civique et catalyseur de sentiment patriotique » a été sanctionnée par une visite de stands représentant les cinq symboles de la République du Mali.

Ousmane Baba Dramé

Source : Le Républicain



Célébration du 8 mars 2024, Aïché Baba Kéïta à cœur ouvert : « Nous sommes fières du parcours jusque-là élogieux de cette transition dans lequel nous prenons, sans complexe, toute notre part... »



Présidente de la Coordination des Femmes Solidaires et Autonomes du Mali qui est membre de la FORSAT Civile, notre consœur Aïché Baba Kéïta de l'ORTM n'est plus une femme à présenter au Mali. Son engagement sans faille n'a d'égale que sa détermination à pouvoir apporter sa pierre à l'édifice du Malikoura au nom de toutes les femmes du Mali.

La célébration du 8 Mars, journée internationale des droits de la femme nous a offerte l'occasion de pouvoir s'entretenir avec elle. Au détour d'une interview à bâtons rompus, elle a détaillé les missions de leur coordination et ses aspirations les plus profondes pour l'atteinte des droits des femmes au Mali. Lisez plutôt.

Le Sursaut : Vous êtes Présidente de la Coordination des Femmes Solidaires et Autonomes du Mali qui est membre de la FORSAT Civile. Pouvez-vous nous dire deux mots sur cette importante Coordination des femmes du Mali ?

Aïché Baba Kéïta : Je vous remercie pour l'intérêt que le Journal Sursaut accorde à notre organisation. En fait, la Coordination des Femmes Solidaires et Autonomes est une fédération de plusieurs dizaines d'associations et d'organisations féminines. Celles-ci regroupent des milliers de femmes maliennes, sur pratiquement toute l'étendue du territoire national, sans aucune exclusive régionale ou de conditions. Ces différents regroupements de femmes sont organisés le plus souvent autour d'activités ou de secteurs d'intérêts, etc. Toutefois, toutes ces



organisations ont en commun des identités d'objectifs avec au centre une commune préoccupation qui est la Femme Malienne et, in fine la Famille malienne, pour sa promotion socio-économique, en un mot l'épanouissement de la Femme malienne.

Avec mes sœurs et aînées des différentes associations, nous avons décidé de fédérer nos différents regroupements, de mutualiser nos efforts afin de pouvoir mieux atteindre nos objectifs. C'est à cet effet que nous avons créé cette Coordination pour organiser cet ensemble disparate en une structure plus dynamique et mieux à même de répondre aux attentes des Femmes du Mali, devenues

plus Solidaires afin d'atteindre l'autonomisation. Nous souhaitons ainsi faire jouer pleinement à la Femme malienne tout son rôle de pivot de l'éducation et véritable socle de la Famille, voire de la société malienne.

Bien évidemment, en ma qualité de Présidente de la FORSAT Civile, il allait de soi que les Femmes Solidaires soient aux avant-postes lorsque nous avons créé cette autre fédération des structures de la société civile soutenant les actions de la Transition.

Nous avons estimé que le Malikouira ne saurait être bâti sans les Femmes maliennes, en tant qu'actrices de premier plan de l'édification

de la nouvelle société malienne plus juste et plus égalitaire sur les fondements solides de nos valeurs culturelles et morales, mais aussi d'union et de solidarité entre les communautés nationales et de repères entre les générations.

Au regard du contexte particulier de notre pays, les hautes autorités invitent chaque Malien à jouer sa partition. Que pouvez-vous nous dire par rapport à certaines actions phares menées d'abord par la FORSAT Civile particulièrement et de manière générale par la Coordination des Femmes Solidaires et Autonomes du Mali, dans cette optique ou dynamique?

ABK : Comme je viens de le



souligner, la FORSAT Civile est, tout comme la Coordination des Femmes Solidaires, une fédération de regroupements et associations de la société civile, résolument dédiée et engagée au soutien de la Transition, en appui aux efforts et actions entrepris par les plus hautes autorités du pays.

Là aussi, nous avons une identité commune d'objectifs qui est d'apporter notre contribution à l'édification du Malikoura. Pour cela, nous entreprenons, et ce depuis les premières heures, des actions de sensibilisation, d'informations auprès de nos membres et vers l'ensemble des communautés nationales. Nous portons en relais les messages des responsables

du pays pour amener le peuple à comprendre, adhérer et surtout accompagner les efforts engagés pour remettre le pays sur la voie de la souveraineté retrouvée, la restauration de la sécurité afin de renouer avec le vivre ensemble qui a toujours été le ciment et la force de la Nation malienne.

Vous comprendrez donc que cela ne saurait se faire sans les Femmes maliennes, et donc sans les Femmes Solidaires dont la vocation est justement d'œuvrer à l'avènement de l'amélioration des conditions de vie et à la promotion de la Famille malienne dans un cadre de paix et de concorde pour davantage d'épanouissement social. Nous croyons fermement que c'est

l'objectif de cette Transition, et donc celui de notre Coordination et la raison d'être de notre Fédération.

Depuis l'avènement de la Transition, vous avez fait preuve d'une présence active sur plusieurs fronts. Si l'on vous demande de faire un bilan de votre engagement personnel, êtes-vous satisfaite ? Pensez-vous que le chantier est vaste ? Ou le chemin reste encore long ?

ABK : Tout engagement comporte son lot d'épreuves et de sacrifices. Ces épreuves, ce sont celles de tous les maliens, sans exception. A l'unisson de nos autorités, nous estimons que la réappropriation de notre destin national, jusque-là extraverti, la prise en charge

de nos préoccupations et l'implémentation de solutions désormais endogènes, ne sauraient aller sans payer le prix fort. La nouvelle démarche pour le plein exercice de notre indépendance de pensées et d'actions, en un mot la jouissance de notre souveraineté pleine et entière ne peut manquer de susciter des réflexes pour endiguer une orientation qui peut être perçue comme une menace à certaines pratiques établies. C'est tout l'enjeu de cette période déterminante pour notre Nation et sa survie dans un environnement qui ne peut être que quelque peu hostile.

Le contexte ne prête donc pas à l'autosatisfaction. Le Mali et son peuple sont engagés dans un challenge de longue haleine qui exige davantage d'efforts et de vigilance pour consolider les acquis et poursuivre les chantiers difficiles de la reconstruction du tissu national effiloché et de l'environnement économique désagrégé.

Non, nous ne saurons nous satisfaire en l'état de la situation, bien que nous ne renions guère ce que nous avons, FORSAT Civile et Femmes Solidaires, accompli jusqu'ici en soutien aux actions de la Transition. Mieux, nous sommes fières du parcours jusque-là élogieux de cette Transition dans lequel nous prenons sans complexe toute notre part.

Mais pour nous, les mots d'ordre restent toujours Vigilance et Persévérance. Il y a encore du chemin à faire et nous comptons aller le plus loin possible. Au moins jusqu'à l'édification du Malikoura auquel aspire tant le peuple malien.

Toujours parlant de votre dynamisme, comment arrivez-vous à concilier la vie professionnelle avec celle associative ? Y'a-t-il des difficultés ? D'où puisez-vous cette énergie qui vous caractérise ?

ABK : Je viens de le dire : tout engagement comporte des

sacrifices indispensables. Le militantisme associatif a ses exigences et ne manque pas d'impacter sur le reste. Toutefois, on apprend à s'organiser, à éviter de s'éparpiller et à concilier l'énergie déployée pour plus de cohérence entre les différentes activités, qui sont parfois aux antipodes les unes des autres.

C'est la foi en ce que nous accomplissons aux services de la collectivité et de notre Nation qui fournit la force nécessaire de surmonter les multiples difficultés et d'avancer. La cause du Mali nouveau, vaut tous les sacrifices, car c'est pour nous, surtout en tant que Femmes Maliennes, que nous nous sommes engagées, pour nos enfants et pour nos familles.

Le weekend dernier le Mali à l'instar des autres pays du monde entier a célébré la journée mondiale de la femme. Dans quel contexte, placez-vous la célébration de cette date ?

ABK : En tant que Femmes Solidaires et Autonomes, nous avons célébré cette journée mondiale dédiée à la Femme, comme les autres femmes partout ailleurs dans le monde. Dans mon adresse à mes sœurs de notre Coordination ainsi qu'à toutes les femmes d'ici et d'ailleurs, j'ai tenu à insister sur l'impératif de persévérer et la nécessité de « mutualiser nos efforts afin de relever ensemble les nombreux défis et surmonter les obstacles à l'épanouissement de la femme... ».

Plus particulièrement pour nous les femmes du Mali, nous avons estimé qu'autant cette journée célèbre la Femme, autant en dédiant une journée commémorative à la Femme, la communauté internationale nous mettait au défi de nous assumer pour nous approprier notre destin de femme dans les efforts collectifs d'édification d'une société égalitaire, plus juste, de paix et de solidarité.

La Femme Malienne est appelée à relever le challenge de son

émancipation économique et sociale, à l'instar de toutes les autres femmes du monde et peut-être davantage compte tenu de la situation particulière de notre pays qui est confronté à des défis multiples.

Avez-vous un aperçu personnel sur les deux thèmes choisis cette année, à savoir : Le thème international : « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme » et le thème national : « le défi de la représentativité des femmes à la vie publique » ?

ABK : Loin d'être antinomiques, nous estimons au contraire que les deux thématiques sont complémentaires. L'impératif d'accélérer les investissements en faveur des femmes est une préoccupation au plan international où visiblement on pense que les efforts de transformation en ce sens ne vont ni assez vite, ni assez loin. C'est le signe que les objectifs fixés, au cours des différentes rencontres et foras consacrés à ce sujet, tardent à produire les effets escomptés. Il est donc encourageant que la communauté internationale prenne conscience des enjeux et insiste auprès des États pour davantage d'engagements, à la fois dans l'élaboration des cadres institutionnels que des politiques publiques en termes d'actions concrètes mises en œuvre ou à être engagées en faveur de l'autre moitié du monde, qu'est la Femme, considérée un peu trop souvent comme la cinquième roue du carrosse, c'est-à-dire comme quantité négligeable.

Pour ce qui concerne le thème national, je voudrais rappeler que c'est une invitation à l'application et au renforcement de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre. Il reste certes des obstacles quelque peu ataviques, résidus de quelques considérations culturelles. Cependant, loin de constituer une atteinte aux valeurs sociétales profondément ancrées et qui font la spécificité

et la richesse de notre civilisation, la loi de promotion du genre a consacré une étape importante dans la participation de la femme malienne dans les instances et les processus de décision. Ce qui est une valeur ajoutée à la qualité des actions engagées dans le cadre du développement sur tous les plans et singulièrement dans l'amélioration de la gouvernance.

Noter comme défi la question de la représentativité des femmes à la gestion de la vie publique, comme l'ont fait cette année les pouvoirs publics, c'est considérer

que l'application de la loi 052 et voir prospérer ses effets, est un challenge auquel s'attèlent les autorités comme un enjeu national majeur. C'est à la fois réconfortant et encourageant pour les femmes et les organisations dédiées à leur promotion.

Un appel aux femmes du Mali?

ABK: Insister encore et toujours sur l'union dans l'effort collectif. Mettre en commun nos forces est le gage de pouvoir relever les défis et atteindre nos objectifs d'émancipation et d'épanouissement pour nous et

surtout nos familles respectives. Car les femmes sont des mères et des compagnes. Enfin, je voudrais inviter mes mères, mes aînées et mes sœurs à toujours persévérer dans l'abnégation et l'esprit de sacrifice. C'est le prix de l'émancipation et de l'épanouissement collectifs. C'est ce que je pourrais lancer comme message à l'endroit des femmes maliennes!

Entretien réalisé par **Fatoumata Coulibaly**
LE SURSAUT



Dissolution de l'AEEM : Des réactions suite à la décision du gouvernement de transition



Le gouvernement de la transition a récemment pris la décision de dissoudre l'Association des Élèves et Étudiants du Mali (AEEM) lors du Conseil des ministres du mercredi 13 mars 2024. Cette annonce a suscité des réactions contrastées au sein de la société malienne.

Le ministre d'État, ministre de l'Administration et de la Décentralisation, a justifié cette dissolution en invoquant les dispositions de la Loi N°04-038 du 5 août 2004 relative

aux associations. Selon le Colonel MAIGA, cette décision vise à mettre fin aux violences et affrontements récurrents impliquant l'AEEM, qui ont terni son image et perturbé le milieu scolaire et universitaire. Cette mesure a été saluée par certains acteurs politiques et citoyens, considérant qu'il s'agit d'un pas important vers la pacification de l'environnement éducatif.

Dans des messages audios diffusés, Coumba Yaressy, membre du Comité Stratégique du M5 RFP, a ap-

plaudi cette décision courageuse du gouvernement. Elle a souligné les dérives observées depuis 1992, où l'AEEM aurait favorisé l'émergence d'une culture de violence et d'enrichissement rapide au détriment des valeurs éducatives. Elle a également déploré l'inaction des régimes précédents face aux violences et aux abus perpétrés au sein des campus universitaires.

Une autre réaction notable est celle de Sadya Touré, écrivaine et citoyenne active, qui a salué la



dissolution de l'AEEM tout en appelant à situer les responsabilités. Elle a pointé du doigt le maintien d'anciens responsables au sein de l'organisation, dénonçant leur train de vie luxueux sans activité rémunérée apparente. Elle a soulevé des questions sur la gestion des fonds destinés aux étudiants et a évoqué une éventuelle complicité avec le CENOU, mettant en lumière des pratiques douteuses au sein de l'association.

Djénébou Sdidbé dite Zeina rend hommage à son camarade de classe, arraché à son affection. "En ce lendemain de dissolution de l'AEEM, j'ai une pensée pieuse pour mon ancien camarade de classe et du club Walaha du lycée Fily Dabo SISSOKO, Ibrahim Maïga dit Ibro le sage. Alors qu'il était étudiant en licence 3 Droit privé et Licence Communication et Marketing Ecosup Alternance, il a été touché à la tête par balles, le jeudi 19 octobre 2018, lors d'une altercation entre clans de l'AEEM à la FDPRI. Ibrahim était

originaire de Hombori. Dors en paix, Ibro le sage."

La dissolution de l'AEEM a provoqué des réactions diverses mais majoritairement positives au Mali, entre soutiens à la décision du gouvernement et appels à une réelle responsabilisation des acteurs impliqués. Cette mesure inédite soulève des questionnements sur le fonctionnement des organisations étudiantes et appelle à une réflexion plus large sur l'éducation et la bonne gouvernance au Mali.

Lire en encadré la réaction de Sadya Touré

Réaction de Sadya Touré

A EEMGate

Merci aux autorités de la transition pour cette décision courageuse de dissoudre définitivement cette organisation de maf-fieux.

L'Association pour les élèves et étudiants du Mali (AEEM) qui jadis était créé pour défendre les intérêts des élèves et étudiants s'est au fur et mesure transformée en association contre les élèves et étudiants du Mali.

Depuis nos premières années à l'école, on nous demandait de sortir de classe parfois sinon c'étaient les cailloux qui le feraient.

Par peur de cette violence, nous courions pour quitter les classes. Nous ne savions pas vraiment ce qu'était l'AEEM et surtout qu'est ce qu'ils faisaient pour que toute l'administration tremble juste à entendre une rumeur de leur arrivée dans les alentours de l'école.

Pour des enfants que nous étions, nous étions parfois heureux de rentrer à la maison, surtout à la veille d'une interrogation surprise, nous répondions parfois à leurs diatribes "Oser Lutter" en criant "C'est oser vaincre". Et s'en suivaient une liste des personnes dans leur collimateur "les professeurs" "A bas" etc. etc.

Ce fut ainsi jusqu'au lycée, nous avions même droit à une Secrétaire Générale et elle aussi de former son bureau. Pour cet exercice, le même vacarme qui caractérise leur arrivée quelque part, la peur, l'excitation, le mystère. J'étais au Lycée Notre Dame du Niger et notre administration n'aimait pas du tout cette organisation et ses manières, mais encore une fois, tout le monde se plie à leur diktat.

Le Bac étant en poche, une fois que mes parents m'avaient préparé psy-



chologiquement que je ferais mes études ici dans une université privée de mon choix. Mais, il y avait une condition posée : il faut que je m'inscrive à l'université publique. C'est ainsi que je me retrouvais e l'Université des Lettres et des Sciences Humaines à étudier les Lettres modernes.

Pour pouvoir m'inscrire, parcours du combattant, il fallait faire le rang pour s'inscrire sur la liste, venir très tôt pour pouvoir passer vite. Les membres de l'AEEM doivent être la

bas pour accompagner les nouveaux mais ils faisaient toute autre chose. Les listes préalablement établies disparaissaient pour une autre liste où passaient en premier ceux qui payaient 25.000F, ou ceux qui étaient amis avec des membres de l'AEEM.

J'ai fait au moins trois jours pour enfin voir mon nom sur la liste des étudiants. Pendant mon inscription, une scène qui jusque là me traumatisait fut lorsqu'un jeune a protesté en leur disant qu'il ne céderait pas sa place, qu'il était là depuis deux jours

à 4 heures du matin juste pour pouvoir s'inscrire. Leur réponse fut sans appel, une meute de loups s'abattit sur le jeune devant des centaines de nouveaux étudiants appels "bleus" et devant l'administration. Personne pour intervenir sinon même riposte.

Le même scénario lorsqu'il fallait retirer sa carte d'étudiant chaque année. Et si nos seigneurs décidaient qu'une personne ne serait pas inscrite dans une faculté, eh bien elle irait ailleurs.

Pendant les quatre années à cette université, j'avais fait tout pour ne pas rencontrer leur chemin, deux parmi les membres étaient devenus des amis mais le même traumatisme concernant le reste.

Pendant ces 4 années, des affrontements entre clans, il y en a eu beaucoup, des morts par machettes ou par balles il y en a eu. Combien de vies arrachées si vite et pour RIEN?

Pourquoi la violence s'est elle invitée dans l'école malienne?

Plutard, j'ai compris que les leaders de cette organisation avaient le pouvoir mais aussi de l'argent. Des indiscretions racontent que l'argent des parking des universités revenaient au Secrétaire General National.

Même après leur cursus universitaire, ils restaient membres de cette organisation. Sans travail rémunéré, ils circulaient dans des voitures et vivaient une vie semblable à celui d'un ministre. ils grevaient pour permettre aux étudiants de percevoir leurs bourses, mais qu'en est il de l'argent qui était automatiquement retiré des bourses? Une complicité avec le CENOU?

Qu'en est il des pots de vins qu'ils percevaient des promoteurs d'écoles privées afin que les élèves ne grèvent pas comme dans les écoles publiques? Une cupidité des promoteurs d'écoles privées?



Encore plutard, j'appris que ces leaders étaient les pions de certains leaders dans l'hémicycle et dans l'espace public. Eux-mêmes des anciens de cette organisation. Une cupidité des politiciens?

De même que beaucoup de secteurs, le politique est allé se mêler du secteur de l'éducation. S'il n'aurait pas des privilèges à être dans cette organisation, croyez vous qu'il y aurait tant d'affrontements, tant d'enjeux?

A chaque fouille de leurs logis, on aurait dit qu'on ait à faire à des généraux de l'armée tant ils sont surarmés.

Si réellement cette organisation était pour le bien des élèves et étudiants, pourquoi les défenseurs de l'association ne sont que des anciens ou des membres de cette formation?

Le premier droit d'un élève et d'un étudiant ce n'est pas le droit d'étudier? Si oui pourquoi ces maîtres des lieux interrompent et annulent des TD ou conférences pour le motif qu'ils ne sont pas informés?

Si l'AEEM faisait ce pourquoi elle avait été créée, elle allait militer afin que les étudiants qui ont eu leur bac en 2020 et toujours en 2ème année faute de place soient remis dans leurs droits.

Elle allait militer pour qu'il y ait des bibliothèques, elle allait mettre l'argent du parking perçu dans les infrastructures de l'école etc.

Où notre politique est faite de sorte qu'il faut montrer les "muscles" pour espérer être mis dans ses droits, où il faut une organisation qui défende les intérêts des élèves et étudiants auprès de l'administration et des décideurs de l'éducation et des études supérieures, mais il faut une toute autre configuration.

Maintenant que l'AEEM est dissoute, les responsabilités doivent être situées. Nous attendons maintenant que les autorités adressent les vrais problèmes de l'école malienne.

Sadya Touré
#AEEM #Mali

Ibrahim Sanogo

RAMADAN : Les tenues sexy au placard

Le mois béni du ramadan est une période importante pour les fidèles musulmans. Mais aussi un mois pendant lequel le changement de look s'opère pour les filles et les femmes musulmanes.

Le jeûne est l'un des piliers de l'islam. C'est un mois de partage, de solidarité, de retraite spirituelle. Un mois pendant lequel chacun souhaite bénéficier de ses bienfaits et se comporte selon les prescriptions musulmanes. C'est aussi l'occasion, pour les filles et les femmes, de troquer leurs habits sexys (jupe, bas, collant, jean, bustiers, etc.) en un mot des tenues près du corps contre les wax, les abayas, jilbeb, ensemble khimar.

Pendant le mois de ramadan, elles bannissent les perruques et se font de belles tresses avec leurs cheveux naturels, car, selon les imams, la mèche ne rime pas avec les conditions des ablutions.

En ce mois de retraite spirituelle et d'abandon des mauvaises habitudes, il est rare de voir une fille sortir sans foulard sur la tête. Nous sommes aux premiers jours du ramadan et les looks ont complètement changé dans la circulation. Toutes sont habillées décentement et les nudités sont cachées ce qui fait sentir l'effet ramadan. Qui a dit que "l'habit ne fait pas le moine" ?

Chaka Dramé, dans la vingtaine, ne s'emballe pour ce changement passager : "Je ne pense qu'elles doivent se conformer aux prescriptions islamique en ce mois uniquement. Ce changement prouve qu'elles sont conscientes que leurs tenues ne sont pas conformes à l'islam. Alors pourquoi le changer pendant le ramadan, pour quel but ? Pendant ce mois, les filles bamakoises sentent la pudeur, le voile leur va. Malheureusement après ce mois elles deviennent in-



saisissables en retombant dans leur vie d'antan. Le ramadan c'est un mois mais l'islam c'est toute la vie, pourvu que leur changement vestimentaire soit durable".

Si les tenues sexys se font remplacer alors les mèches brésiliennes le seront également. Dernier week-end avant le ramadan, Hawa Sangafé, est en train de défaire sa longue tresse de mèches pour la remplacer par des nattes. Selon elle, le ramadan est un mois pendant lequel les mèches ne sont pas bien vues.

"Je ne suis pas la seule donc je fournis l'effort et côté vestimentaire ramadan ou pas je m'habille en tenue traditionnelle. Je n'ai jamais eu le béguin pour les pantalons ou jupes modernes. Certes ce n'est pas bien de changer pour le regard des autres, mais je souhaiterai un jour me voiler".

Salimata affectueusement appe-

lée Salsa ne se sent pas concernée par ce changement. Voilée depuis toujours, elle se soucie plus du bon comportement à adopter que du nouveau look des autres filles.

Au même moment beaucoup ont également mis en pause leur relation hors mariage (copinage) qui, selon eux, risque de les faire dévier. Nonobstant cela, ils reçoivent leur sounankari, chose que les imams qualifient de haram.

Même les pseudonymes Hawiska, Chouchou, Mimi... sur les réseaux sociaux sont remplacés par Adja Alima, Malmatou Hawa, Malmatou Ami. Pourtant le changement ne se sent pas autant chez les hommes si n'est que les rangs dans les mosquées se rallongent par leur présence. Et aucun n'ose faire des injures.

Oumou Fofana

Source : Mali Tribune

Construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité

La Chine et les pays africains restent côte à côte

A l'heure actuelle, l'échiquier international connaît des transformations profondes, et la société humaine est confrontée à de multiples défis. Dans un environnement international volatil et changeant, la Chine est déterminée à être une force pour la paix, la stabilité et le progrès. La Chine continuera de se tenir fermement du bon côté de l'Histoire et du progrès de la civilisation humaine, de porter haut l'étendard de la paix, du développement, de la coopération et du gagnant-gagnant, et de travailler à promouvoir son développement par la sauvegarde de la paix et du développement dans le monde et à mieux préserver la paix et le développement dans le monde par son propre développement. Le gouvernement chinois œuvre au bonheur du peuple chinois et au renouveau de la nation chinoise, de même qu'au progrès de l'humanité et à l'harmonie dans le monde.

1. Construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, c'est la réponse chinoise à la question de savoir quel genre de monde nous devons construire et comment le construire.

Comme l'a souligné à plusieurs occasions le Président chinois Xi Jinping, nous vivons dans un même village planétaire et nous sommes à bord d'un même navire. Face aux défis planétaires de toutes sortes, les différents pays devraient transcender leurs différences en termes d'histoire, de culture, de géopolitique et de système, et préserver et construire ensemble





la planète Terre, seul foyer habitable de l'humanité. Ce concept important dépasse la mentalité archaïque du jeu à somme nulle, se place à la hauteur de la civilisation humaine, et reflète l'aspiration partagée des peuples du monde. Il indique, à ce moment historique où s'accroissent les transformations inédites, la bonne orientation à suivre pour l'humanité. Il est devenu un étendard glorieux guidant la marche de notre temps et un objectif noble de la diplomatie de grand pays aux caractéristiques chinoises à l'ère nouvelle.

Depuis le lancement de cette vi-

sion par le Président Xi Jinping il y a dix ans, de grands accomplissements ont été réalisés. La construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité est passée d'une vision conceptuelle à un système scientifique, d'une initiative chinoise à un consensus international, et d'une perspective prometteuse à des résultats concrets, affichant aujourd'hui une forte vitalité. Du bilatéral au multilatéral, du régional au mondial, de la santé aux mers et océans en passant par le cyberspace, la Chine a bâti avec des dizaines de pays et régions des communautés d'avenir par-

tagé sous différentes formes et dans différents domaines. Cette vision est inscrite à plusieurs reprises dans des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que dans les résolutions ou déclarations de l'Organisation de Coopération de Shanghai, des BRICS et d'autres mécanismes multilatéraux.

L'évolution de la situation internationale de ces dernières années n'a cessé de démontrer que l'interdépendance étroite de tous les pays est la plus grande réalité du monde d'aujourd'hui et que la solidarité et la coopé-



ration gagnant-gagnant sont une voie obligée pour relever les défis. De plus en plus de pays et de peuples réalisent que le destin de l'humanité doit être maîtrisé en commun par les pays du monde et que l'avenir de la planète est à créer par tous. Nous entendons travailler avec tous les pays à bâtir un monde de paix durable, de sécurité universelle, de prospérité commune, ouvert, inclusif, propre et beau. Le chemin pourrait être sinueux, mais il conduira certainement à un avenir radieux.

2. Construire une communauté

d'avenir partagé pour l'humanité, la Chine fera preuve d'un plus grand sens des responsabilités envers l'Histoire et d'un plus fort esprit novateur.

Plus confiants et plus autonomes, nous travaillerons à forger le caractère de la diplomatie chinoise. Nous nous appuyerons toujours sur nos propres forces pour promouvoir le développement et le redressement du pays, et prendrons en main le destin de notre peuple. Nous poursuivrons résolument la politique étrangère d'indépendance et de paix et défendrons

fermement la souveraineté et la dignité nationales.

Plus ouverts et plus inclusifs, nous travaillerons à affirmer la largeur d'esprit de la diplomatie chinoise. Nous œuvrerons à consolider et à élargir notre réseau de partenariats dans le monde, à promouvoir un nouveau type de relations internationales et à favoriser le respect et l'inspiration mutuels entre civilisations. Nous travaillerons à maintenir la stabilité des relations entre grands pays, avancerons main dans la main avec nos pays voisins et œuvrerons

au redressement commun avec les autres pays du Sud global.

Attachés à l'équité et à la justice, nous travaillerons à démontrer l'engagement de la diplomatie chinoise. Nous porterons le véritable multilatéralisme et œuvrerons à la démocratisation des relations internationales. Sur les questions de principe qui touchent aux droits et intérêts légitimes des pays en développement et à l'avenir de l'humanité, nous affirmerons sans équivoque notre position, défendrons résolument la justice et poursuivrons fermement la bonne direction de la marche de l'Histoire.

Engagés pour la coopération gagnant-gagnant, nous travaillerons à réaliser les idéaux de la diplomatie chinoise. Nous poursuivrons résolument la bonne voie de la solidarité et de la coopération, contribuerons activement au règlement des points chauds régionaux et des enjeux globaux en proposant plus de solutions et en valorisant davantage la sagesse chinoise, fournirons plus de biens publics en faveur de la paix et du développement mondiaux et apporterons de nouvelles opportunités au monde par le développement de la Chine.

3. Construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, la Chine et les pays africains restent côte à côte.

En tant que partenaire fiable des pays frère en développement d'Afrique, la Chine est restée solidaire de ses frères africains depuis plus de 60 ans, se soutenant mutuellement. Sur le plan politique, nous avons établi un haut niveau de confiance mutuelle; sur le plan économique, nous avons maintenu un développement élevé; sur le plan culturel, nous nous sommes mutuellement enrichis. On peut dire que la construction d'une communauté de des-

tin sino-africaine nous place à l'avant-garde mondiale. C'est un exemple de coexistence harmonieuse et de développement commun entre les pays, entre les peuples, entre les cultures.

Le ministre chinois des Affaires étrangères consacre chaque année à l'Afrique son premier déplacement à l'étranger. Cette tradition, qui a duré depuis 34 ans, est unique dans l'histoire des échanges internationaux. Elle s'explique par le fait que la Chine et l'Afrique, frères pour le meilleur et le pire, ont combattu côte à côte dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, fait preuve de solidarité sur la voie du développement et du redressement et défendu résolument la justice face aux aléas internationaux.

Depuis le début de l'ère nouvelle, le Président chinois Xi Jinping a avancé le principe de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi pour les relations sino-africaines et la vision de la recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, guidant la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique dans une voie rapide. Depuis 15 ans consécutifs, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique. En 2023, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains atteint 280 milliards de dollars US, soit une augmentation de 71 %, qui démontre la vitalité infinie et les vastes perspectives de la coopération sino-africaine. Le gâteau de la coopération sino-africaine ne cesse de s'agrandir. Les Chinois et les Africains se rapprochent de plus en plus.

Aujourd'hui, le Sud global, qui comprend la Chine et l'Afrique, est en plein essor et marque profondément le cours du monde. Les pays africains connaissent un nouvel éveil. Les modèles qui leur ont été imposés de l'extérieur n'ont apporté ni stabili-

té ni prospérité. Ils ont besoin d'explorer une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales et de prendre fermement en main leurs avenir et destin.

Dans ce nouveau processus historique, la Chine continuera de se tenir fermement aux côtés de ses frères africains, de soutenir l'Afrique pour qu'elle accède à une véritable indépendance d'esprit et de pensée, de l'accompagner dans le renforcement de sa capacité de développement autonome, et d'appuyer l'accélération de la modernisation du continent.

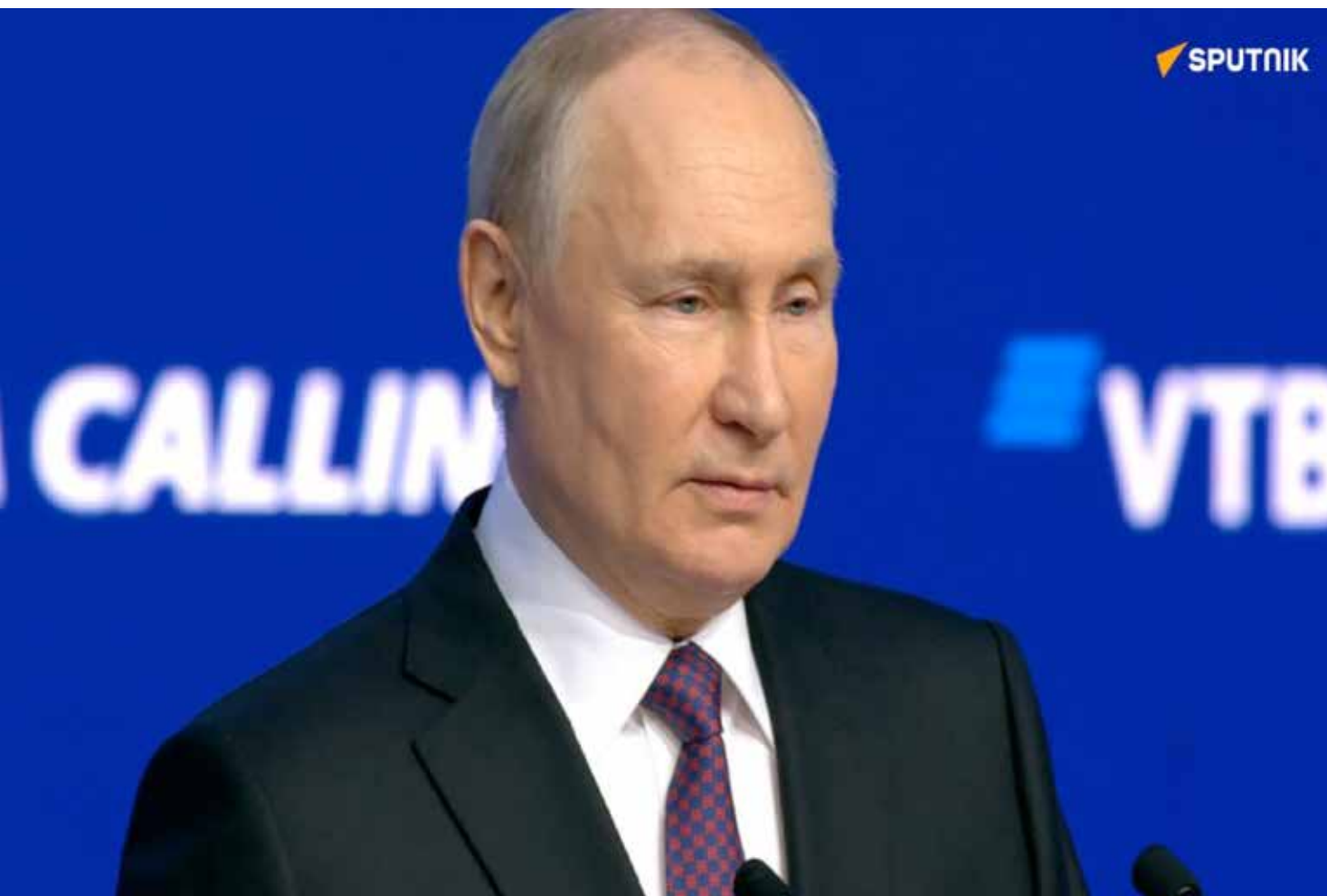
La Chine estime depuis toujours que l'Afrique ne doit pas être marginalisée. Avec le développement vigoureux de la coopération sino-africaine, les autres grands pays ont à nouveau tourné leur regard vers l'Afrique. Nous nous en félicitons et espérons qu'ils pourront, comme ce que fait la Chine, apporter une plus grande attention à l'Afrique, s'y engager davantage et soutenir son développement.

La prochaine conférence du Forum sur la Coopération sino-africaine se tiendra cet automne en Chine. Six ans après, les dirigeants chinois et africains se retrouveront à Beijing pour envisager ensemble le développement et la coopération dans l'avenir et échanger en profondeur des vues sur les expériences de gouvernance. Je suis convaincu que par cette conférence, la Chine et l'Afrique feront rayonner l'amitié traditionnelle, approfondiront la solidarité et la coopération, ouvriront de nouveaux horizons à l'accélération du développement partagé, et écriront une nouvelle page de la communauté d'avenir partagé Chine-Afrique.

Par S.E.M. CHEN Zhihong

Ambassadeur de Chine au Mali

Russie: Poutine annonce le déploiement de troupes près des frontières de la Finlande et de la Suède suite à leur adhésion à l'OTAN



Dans une récente déclaration, le président russe Vladimir Poutine a annoncé le déploiement de troupes et de systèmes d'attaque le long des frontières de la Russie avec la Finlande et la Suède en réponse à leur adhésion à l'OTAN. Cette décision fait suite à l'intégration de la Suède à l'OTAN, devenant ainsi le 32e membre de l'alliance, et à l'adhésion de la Finlande à l'alliance militaire l'année précédente.

Poutine a critiqué la décision de ces pays de rejoindre l'alliance atlantique, la qualifiant de purement politique. Il a souligné que ces nations semblaient chercher à

rejoindre le "club occidental" pour bénéficier d'une forme de protection. Le président russe a jugé cette démarche comme étant "absolument insensée du point de vue de la défense de leurs intérêts nationaux".

La Suède et la Finlande, qui étaient traditionnellement des acteurs non-alignés sur le plan militaire, ont ainsi abandonné leur politique de neutralité. Cette évolution a entraîné la perte de leur statut de zone tampon entre l'OTAN et la Russie, renforçant ainsi les tensions dans la région.

Pour renforcer les forces militaires

dans le nord-ouest de la Russie en réponse à l'expansion de l'OTAN, Poutine a signé un décret approuvant le rétablissement des districts militaires de Moscou et de Lénin-grad à la fin du mois de février.

Cette montée en puissance militaire dans la région soulève des inquiétudes quant à une possible intensification des tensions entre la Russie et les pays nordiques. Les conséquences de ces déploiements de troupes et de systèmes d'attaque restent à surveiller, alors que la communauté internationale observe de près l'évolution de la situation.

Arouna Sidibé

Dissolution du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) au Tchad : Le gouvernement prend une décision controversée après l'assassinat de Yaya Dillo

Le parti politique tchadien Parti Socialiste sans Frontières (PSF), fondé par feu Yaya Dillo et représentant une partie de l'opposition au régime en place, a été dissous par les autorités gouvernementales. Cette décision fait suite à l'assassinat de Yaya Dillo, président du parti, et a été officiellement annoncée par le ministre de l'Intérieur, Limane Mahamat.

La dissolution du PSF a été ordonnée par le ministre de l'Intérieur à travers une requête adressée au président de la Cour Suprême, Samir Anour. Cette mesure a pour conséquence la suspension de toutes les activités du parti, en raison de la violation présumée des articles 54 et 59 de la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019.

En plus de la dissolution officielle du PSF, le siège du parti a également été la cible d'actes de vandalisme, avec des rapports indiquant des saccages et la fermeture des locaux. Cette série d'événements soulève des questions quant au respect des droits politiques et à la liberté d'expression au Tchad.

Cette décision du gouvernement tchadien a suscité des réactions mitigées au sein de la population et de la communauté internationale. Certains voient cette dissolution comme une mesure légitime visant à maintenir l'ordre public et à faire respecter la loi, tandis que d'autres la considèrent comme une atteinte à la démocratie et aux droits des partis d'opposition.

Le PSF, en tant que parti politique actif dans le paysage politique tchadien, avait un poids significatif dans le débat public et représen-



tait une voix critique envers le gouvernement en place. Sa dissolution soulève des inquiétudes quant à la diversité politique et à la liberté d'opinion au Tchad.

Il est à noter que cette dissolution intervient dans un contexte de tensions politiques croissantes au Tchad, notamment suite à l'assassinat de Yaya Dillo et aux répercussions de cet événement sur la

scène politique nationale.

La dissolution du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) au Tchad marque un tournant dans le paysage politique du pays et soulève des interrogations quant à la démocratie et aux libertés politiques dans la nation d'Afrique centrale.

Arouna Sidibé

Symposium national sur le football malien : Recommandations pour le développement du football malien



Le Ministère des Sports, en collaboration avec la Fédération Malienne de Football (FEMAFoot), a récemment organisé un Symposium national sur le football malien qui s'est tenu du 5 au 7 Mars 2024 au Stade du 26 Mars de Bamako. Cet événement d'ampleur a permis de mettre en lumière plusieurs recommandations clés pour le développement et l'avenir du football au Mali.

I- DÉVELOPPEMENT / DIRECTION TECHNIQUE NATIONALE / FORMATION

Les recommandations générales retenues lors du Symposium sont les suivantes :

- Opérationnaliser la Direction technique nationale pour renforcer la structure technique du football malien.
- Promouvoir le football féminin en mettant en place un programme de développement intégré, de la base au sommet, géré par la FEMAFoot et le Ministère.
- Impliquer la Direction Technique Nationale dans le choix du sélectionneur de l'Équipe nationale sénior pour garantir une cohésion et



une vision commune.

- Réaliser une étude sociologique sur le joueur malien et son environnement pour mieux adapter les programmes de formation.
- Renforcer la formation des entraîneurs pour améliorer la qualité de l'encadrement sportif.
- Développer une vision et une stratégie claire pour le développement du football au Mali.
- Engager la DTN dans la gestion de la sélection nationale pour une meilleure coordination.
- Détecter et promouvoir les jeunes talents à travers tout le Mali pour renforcer le vivier de joueurs.
- Créer des Directions Techniques régionales pour une décentralisation efficace.
- Assurer l'équité dans le traitement des équipes féminines et masculines.
- Revitaliser le football scolaire et universitaire pour encourager la pratique sportive dès le jeune âge.
- Mettre en place une culture de projets pour une gouvernance stratégique optimale du football.
- Assurer la formation continue des ressources humaines pour maintenir un haut niveau de compétence.
- Encourager la recherche scientifique pour améliorer les performances des joueurs et des équipes.
- Élaborer un statut des entraîneurs pour clarifier les responsabilités et les droits de ces acteurs clés.

Ces recommandations visent à structurer et renforcer le football malien à tous les niveaux, de la formation des jeunes talents à la gouvernance stratégique de



ce sport emblématique au Mali. Pour équiper les clubs de Ligue 1 et Ligue 2 en staff médical, voici quelques points clés à considérer :

- Recrutement de professionnels qualifiés : Engager du personnel médical compétent, comprenant des médecins, des kinésithérapeutes et des préparateurs physiques spécialisés dans le sport.
- Mise en place d'infrastructures adaptées : Équiper les clubs de matériel médical de pointe et d'installations appropriées pour assurer les soins et la rééducation des joueurs. Suivi médical régulier : Un suivi médical ré-

gulier des joueurs est essentiel pour prévenir les blessures, détecter les problèmes de santé potentiels et garantir une récupération optimale après les matchs.

Programme de prévention des blessures : Mettre en place un programme de prévention des blessures est crucial pour réduire les risques de lésions musculaires et articulaires chez les joueurs.

Réactivité en cas de blessures : Il est primordial d'avoir une équipe médicale réactive pour prendre en charge rapidement les blessures et assurer une récupération efficace des joueurs.

En ce qui concerne les académies, les centres de football et les jeunes joueurs, il est important de :

- Réglementation stricte : Mettre en place une réglementation stricte pour garantir la qualité des formations dispensées dans les académies et centres de football.
- Création de passerelles : Créer des passerelles entre les académies et les clubs nationaux pour faciliter l'éclosion des jeunes talents locaux.
- Suivi adéquat des jeunes joueurs : Assurer un suivi adéquat des jeunes joueurs pour garantir leur développement harmonieux et faciliter leur départ à l'étranger.

Enfin, pour améliorer les conditions des structures internationales, des infrastructures et des compétitions nationales, il est nécessaire de :

- Valorisation des compétitions nationales : Valoriser les compétitions nationales afin d'attirer davantage de spectateurs et de sponsors.
- Réorganisation des compétitions nationales : Réorganiser les compétitions nationales pour les rendre plus attractives et compétitives.
- Maillage territorial du championnat national : Assurer un maillage territorial du championnat national pour favoriser le développement du football à travers le pays.
- Ligue professionnelle de football : Mettre en place une ligue professionnelle de football pour structurer davantage le championnat et professionnaliser le football malien.

Pour augmenter l'attractivité du football, il est essentiel de mettre en place une stratégie globale impliquant les médias, le merchandising, les événements, le marketing, le financement et le développement des structures de formation. Voici quelques recommandations détaillées pour chacun des points mentionnés :

1. Implication des médias et du merchandising :

- Travailler en collaboration avec les médias pour promouvoir le football à travers des cam-

pagnes publicitaires, des émissions spéciales, des reportages et des partenariats exclusifs.

- Développer des collaborations avec des marques de renom pour la création de maillots et de produits dérivés attractifs et innovants.
- Mettre en place des boutiques officielles dans les stades et en ligne pour faciliter l'accès aux produits dérivés aux fans.

2. Fêtes dans les stades :

- Organiser des événements spéciaux et des animations lors des matchs pour créer une atmosphère festive et conviviale dans les stades.
- Proposer des spectacles, des concerts, des rencontres avec les joueurs et d'autres activités pour attirer un public plus large et diversifié.

3. Plan marketing pour vulgariser le produit football :

- Définir une stratégie marketing claire et cohérente pour promouvoir le football auprès du grand public, en mettant en avant les valeurs du sport, les performances des joueurs et l'émotion des matchs.- Utilisation des réseaux sociaux, des campagnes publicitaires, des partenariats avec des influenceurs et des célébrités pour toucher un large public.

Financement des ligues régionales de football :

- Révision des modes de financement actuels pour garantir une

meilleure organisation des compétitions régionales et locales.

- Établissement de partenariats avec des entreprises locales, des institutions publiques et des sponsors pour diversifier les sources de financement et assurer la durabilité des ligues régionales.

Centres de formation pour les clubs de la ligue I :

- Incitation des clubs de première division à investir dans des centres de formation de qualité en établissant des critères précis et en offrant des incitations financières.
- Formation et accompagnement des jeunes talents pour assurer un renouvellement constant des effectifs et maintenir un niveau de compétitivité élevé.

Diversification des sources de financement du football :

- Exploration de nouvelles sources de financement telles que les droits TV, les partenariats commerciaux, le sponsoring, les ventes de billets et les produits dérivés.
- Mise en place d'une stratégie financière solide et transparente pour assurer une gestion efficace des ressources et favoriser le développement durable du football.

En mettant en œuvre ces recommandations de manière concertée et professionnelle, il est possible de renforcer l'attrait du football, d'accroître l'engagement des supporters et d'assurer la durabilité du sport au niveau local, régional et national.

Fatou Sissoko

www.malikile.com



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si vous avez traversé des difficultés professionnelles au cours des derniers mois, vous voyez enfin le bout du tunnel. Votre autorité n'est plus contestée, et vous pouvez à nouveau occuper le devant de la scène. Ceux qui attendaient de vous voir échouer seront déçus : vous réussirez remarquablement. N'en faites pas trop et sachez rester humble pour ne pas attirer la convoitise.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'innovation sociale sera votre champ d'action. Explorez des idées qui intègrent tout à la fois la technologie et le progrès social dans votre travail. Votre approche novatrice peut non seulement améliorer les processus au travail, mais aussi inspirer un changement positif dans votre communauté professionnelle. Soyez un visionnaire tout en restant indulgent envers ceux qui semblent manifester de l'hostilité face au changement.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des projets intéressants vous permettent de vous épanouir pleinement dans votre travail. Vos compétences sont toutes sollicitées, en même temps que votre sens de la créativité. Profitez de l'ambiance conviviale qui règne pour tisser des liens plus étroits avec votre entourage professionnel. Une bonne dynamique collective vous permettra de trouver de solides appuis en cas de besoin, notamment si vous souhaitez reléguer certaines tâches.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre vitalité infatigable et votre audace naturelle vous placent idéalement en pole position pour des missions exigeant réactivité et leadership. Que vous travailliez dans des fonctions commerciales ou que vous portiez de nouveaux projets, votre compétitivité naturelle vous pousse à relever les défis avec un enthousiasme débordant. Cependant, n'oubliez pas de gérer votre emploi du temps de manière équilibrée pour maintenir une productivité durable.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre confiance et votre ambition innées vous propulsent vers des rôles de leader où votre sens de la créativité sera à l'honneur. Si vous êtes réalisateur, chef d'entreprise ou coordinateur, vous dirigez avec éclat et charisme. Votre désir de briller et de laisser votre marque se reflète dans votre travail. Assurez-vous de maintenir une alimentation saine et une gestion du temps efficace pour nourrir votre énergie et votre succès professionnel.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez remarqué pour votre esprit novateur et votre engagement envers des idéaux progressistes. Votre capacité à repousser les limites traditionnelles et les croyances limitantes sera une force. Un nouveau cap se dessine dans votre entreprise ou vos projets, et vous en serez un acteur majeur. Cette période pourrait vous offrir des opportunités pour propulser de nouvelles activités et influencer positivement votre secteur d'activité. À vous de jouer !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez une grande décision à prendre et vous ne savez pas si vous devez ou non sauter le pas. Dans ce genre de situation, il est judicieux de peser le pour et le contre, ou alors de consulter des personnes susceptibles de vous donner de bons conseils. Ne prenez aucune décision de manière hâtive. Au besoin, faites appel à quelqu'un qui est passé par la même situation que vous, son retour d'expérience pourrait s'avérer utile.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Restez flexible ! Votre capacité à vous adapter rapidement aux nouvelles circonstances vous distingue. Soyez ouvert aux idées des autres, prêt à ajuster vos plans selon les besoins. Cette souplesse vous permettra de naviguer avec succès à travers les fluctuations professionnelles et de tirer le meilleur parti des opportunités qui se présentent. En utilisant la communication comme superpouvoir, vous tracerez un chemin prospère vers la réussite.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre caractère ambitieux donne du fil à retordre à vos collègues, et ce, plus d'une fois. Sûr de vous, vous n'hésitez pas à vous challenger au quotidien et à créer autour de vous un esprit de compétition. Attention que cela ne nuise pas trop à vos relations au bureau. Tout le monde n'apprécie pas les défis et l'important reste tout de même le travail en équipe. Gare à ne pas créer un climat de tension !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre enthousiasme vous va à merveille. Vous êtes toujours partant pour de nouvelles aventures, de nouveaux projets. Une attitude appréciée par votre hiérarchie, qui saura vous récompenser en temps voulu. Comme on le dit souvent, le positif attire le positif, et c'est votre cas : enjoué et toujours souriant, c'est un plaisir de travailler à vos côtés, ce ne sont pas vos collègues qui diront le contraire.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre don naturel d'empathie et de compréhension vous distingue dans les rôles nécessitant des relations interpersonnelles solides. Cette période vous offre une opportunité de perfectionner vos compétences en gestion des conflits. Vous contribuerez ainsi non seulement à créer un environnement de travail plus harmonieux, mais aussi à renforcer votre réputation en tant que collègue fiable et facilitateur de relations positives.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre cerveau carbure à plein régime et vous fourmillez d'idées pour le travail. Votre direction voit d'un très bon œil votre créativité et votre côté force de proposition qui sont de véritables atouts pour l'équipe. Profitez de son accord pour mettre à exécution tous les projets que vous voulez voir se concrétiser. Apprenez à saisir les occasions et à ne pas remettre au lendemain. À vos marques, prêt ? Feu, partez !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23